



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



UN LIBRARY

NOV 26 1976

Distr.
LIMITEE

A/C.4/31/L.26
22 novembre 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session
QUATRIEME COMMISSION
Point 25 de l'ordre du jour

UN/SA COLLECTION

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DE GUAM

Comores, Cuba, Irak et République arabe libyenne : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de Guam,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 1/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant Guam, en particulier ses résolutions 3429 (XXX) du 8 décembre 1975 et 3481 (XXX) du 11 décembre 1975,

Consciente de la nécessité d'accélérer les progrès en vue de l'application complète de la Déclaration en ce qui concerne Guam,

Déplorant la politique de la Puissance administrante, qui continue à maintenir des installations militaires dans le territoire, en violation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Ayant présents à l'esprit les résultats constructifs obtenus grâce aux missions de visite qui se sont rendues précédemment dans les territoires coloniaux et réitérant sa conviction que l'envoi de telles missions est indispensable

1/ A/31/23 (deuxième partie), chap. III, et A/31/23/Add.8 (troisième partie), chap. XXIII.

pour obtenir directement des renseignements adéquats sur les conditions qui existent dans ces territoires, ainsi que sur les vues, les vœux et les aspirations de leurs populations quant à leur statut futur,

Sachant qu'à Guam, l'attention et l'assistance soutenues de l'Organisation des Nations Unies sont nécessaires pour que sa population atteigne les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières de Guam et soulignant la nécessité prioritaire de diversifier son économie afin de réduire sa dépendance à l'égard d'actions économiques fluctuantes,

1. Approuve le chapitre relatif à Guam du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 2/;

2. Réaffirme le droit inaliénable du peuple de Guam à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

3. Réaffirme sa conviction que des questions de superficie, de situation géographique et de ressources limitées ne doivent retarder en aucune façon l'application de la Déclaration au territoire intéressé;

4. Demande au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en tant que Puissance administrante, de continuer à prendre en ce qui concerne Guam, en consultation avec les représentants librement élus de la population, toutes les mesures nécessaires pour assurer la réalisation complète et rapide des objectifs énoncés dans la Déclaration;

5. Désapprouve fortement l'établissement à Guam d'installations militaires, comme étant incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

6. Demande à la Puissance administrante de prendre toutes les mesures possibles en vue de diversifier l'économie du territoire et de mettre au point des programmes concrets d'assistance et de développement économique pour Guam;

7. Demande à la Puissance administrante de revenir sur son attitude en ce qui concerne l'accueil de missions de visite de l'Organisation des Nations Unies et de permettre à une telle mission l'accès au territoire;

8. Prie instamment la Puissance administrante de sauvegarder, en coopération avec le Gouvernement de Guam, le droit inaliénable du peuple de ce territoire de jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces qui

garantissent le droit de ce peuple de disposer, en toute priorité, de ces ressources naturelles et de devenir et rester à l'avenir maître de leur mise en valeur;

9. Prie la Puissance administrante de continuer à demander l'aide des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies pour accélérer le progrès dans tous les secteurs de la vie nationale de Guam;

10. Prie le Comité spécial de continuer à rechercher les meilleurs moyens d'appliquer la Déclaration en ce qui concerne Guam, y compris éventuellement l'envoi d'une mission de visite en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session, sur l'application de la présente résolution.
